La pensée des Espagnols *afrancesados* réfugiés en France

Gérard Dufour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5708>

DOI : 10.4000/cdlm.5708

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2011

Pagination : 27-36

ISBN : 2-914561-54-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Gérard Dufour, « La pensée des Espagnols *afrancesados* réfugiés en France », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 82 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 08 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5708> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5708>

La pensée des Espagnols *afrancesados* réfugiés en France

Gérard DUFOUR

Fin juin - début juillet 1813, quelque 12 000 Espagnols passent les Pyrénées pour se réfugier en France, la plupart avec leur famille¹. Militaires, employés ou ecclésiastiques ayant pris parti pour le roi Joseph, ils fuient la vindicte de leurs compatriotes et le châtement généralement appliqué aux traîtres : la *vigurisation*, du nom de la première victime de ce supplice qui consistait à être traîné de par les rues tout en étant roué de coups jusqu'à ce que mort s'ensuive. Goya nous a d'ailleurs laissé deux témoignages saisissants de ce mode de lynchage dans deux gravures des *Désastres de la Guerre* qui, bien que représentant des scènes strictement identiques, prennent des sens totalement différents en fonction de leurs titres (*Populace* pour l'une, *Il l'a bien mérité* pour l'autre²).

Ces 12 000 Espagnols et leurs familles qui franchissent la frontière dans les fourgons de l'armée impériale ont eu plus de chance que les 700 à 800 filles dites de joie qui suivaient l'armée de Joseph et qui elles, furent impitoyablement refoulées. Mais leur dévouement aux Napoléons (comme ils avaient coutume de dire) ne leur donna guère de droits en France, où ils furent tout juste tolérés par l'Empereur, qui voulait éviter que ne se propageât la nouvelle de la déroute de son armée en Espagne. Ainsi, tandis que Joseph se vit obligé de se rendre directement dans son domaine de Mortefontaine, sans même passer par Paris, les réfugiés furent confinés dans de petites villes au sud de la Garonne, notamment Auch, Lectoure et Condom. Être autorisé à résider à Bordeaux constitua tout un privilège qui ne fut réservé qu'à quelques individus parmi les plus éminents de la Cour de Joseph et, dans un premier temps, tous les réfugiés, quel que fût leur rang, durent se contenter d'un subside misérable de 75 centimes par jour.

Leur situation s'améliora sensiblement (surtout pour les hauts dignitaires du régime de Joseph) quand, le 13 août 1813, la commission présidée par le Comte Otto fixa le montant des pensions qui leur furent attribuées en fonction de leur grade. Mieux encore : alors que l'Empereur voulait garder secrets les termes du

1. La présentation qui suit du sort réservé aux réfugiés espagnols à la suite de la bataille de Vitoria est tirée de notre thèse, *Juan Antonio Llorente en France (1813-1822). Contribution à l'étude du libéralisme chrétien en France et en Espagne au début du XIX^e siècle*, Genève, Droz, 1982, en particulier du chapitre I, « Dans l'espoir du pardon », p. 37-48.

2. Planches 28 et 29.

traité de Valençay signé le 11 décembre 1813, l'entourage de Ferdinand VII (le duc de San Carlos, Macanaz et Escoïquiz) se plut à faire savoir aux réfugiés que l'article IX de l'accord stipulait que « tous les Espagnols qui ont été attachés au roi Joseph et qui l'ont servi dans les emplois civils et militaires, ou qui l'ont suivi, rentreront dans les honneurs, droits et prérogatives dont ils jouissaient ».

Les réfugiés espagnols se berçaient encore de cet espoir quand, le 30 mai 1814, Ferdinand VII, qui se sentait délié des engagements pris en son nom de par l'abdication de l'Empereur, décida de célébrer son saint patron en publiant un décret par lequel, soucieux, disait-il, de « pardonner aux faibles et de punir les coupables », il décrétait le bannissement hors de son royaume et la saisie de tous les biens de ceux qui, à partir du grade de capitaine ou son équivalent pour les emplois civils, avaient suivi Joseph Bonaparte en France. Ce bannissement ne fut levé, après un débat aussi long que passionné aux Cortès, que sous le Triennat Libéral, par le décret d'amnistie du 20 septembre 1820. Tous ne profitèrent pas de ses dispositions pour rentrer dans leur pays natal. Un petit nombre (1,5 %) avait obtenu la nationalité française³. D'autres préférèrent rester exilés, les uns pendant quelque temps encore, les autres jusqu'à leur mort.

L'exil en France des partisans de Joseph I^{er} est aujourd'hui bien connu. Nous disposons de biographies de personnages tels que Meléndez Valdés⁴, Juan Antonio Llorente⁵, Francisco Amorós⁶, tous trois Conseillers d'État ; le préfet Badía y Leblich, célèbre pour ses voyages au Maroc⁷ ; le P. Estala, qui mit sa plume au service de la propagande du nouveau régime⁸ ; le grand aumônier et patriarche des Indes Ramón de Arce, ancien inquisiteur général et archevêque de Saragosse⁹ ; et enfin Aguado, qui après avoir traqué les guérilleros au sein des gardes civiques, devint l'un des plus riches banquiers de Paris¹⁰. Nous disposons également d'une étude d'ensemble sur l'exil des *afrancesados*¹¹ et d'un travail plus spécifique sur

3. Voir Gérard Dufour et Aline Vauchelle, « Les Espagnols naturalisés Français et les Espagnols ayant obtenu l'autorisation de fixer leur résidence en France de 1814 à 1831 », dans *Exil politique et émigration économique. Espagnols et français aux XIX^e - XX^e siècles*, Toulouse, éd. du CNRS, 1991, p. 21-51.
4. Georges Demerson, *Don Juan Meléndez Valdés et son temps (1754-1817)*, Paris, Klincksieck, 1962 et Antonio Astorgano Abajo, *Don Juan Meléndez Valdés. El ilustrado*, Segunda edición, corregida y aumentada, Badajoz, Diputación de Badajoz, 2007.
5. Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, op. cit.
6. Rafael Fernández Sirvent, *Francisco Amorós y los inicios de la educación física moderna. Biografía de un funcionario al servicio de España y Francia*, Alicante, Universidad de Alicante, 2005.
7. Annie Garcia-Whébé, *Contribution à l'étude biographique de Domingo Badía y Leblich (présentation de documents)*, thèse pour le doctorat de spécialité (3^e cycle), Université Paul Valéry, Montpellier III, 1973.
8. Maria Elena Arenas Cruz, *Pedro Estala, vida y obra. Una exploración a la teoría literaria del siglo XVIII español*, Madrid, CSIC, 2003 ; Pedro Estala, *El Imparcial o Gaceta política y literaria (24 de marzo de 1809, 4 de agosto de 1809), estudio preliminar y edición de Elisabel Larriba*, Madrid, CSIC – Doce Calles (à paraître).
9. José Maria Calvo Fernández, *Ramón José de Arce : Inquisidor General, Arzobispo de Zaragoza y líder de los afrancesados*, Zaragoza, Bicentenario de los Sitios de Zaragoza, 2008.
10. Philippe Luis, *L'ivresse de la fortune : A. M. Aguado, un génie des affaires*, Paris, Payot, 2009.
11. Luis Barbastro Gil, *Los afrancesados : primera emigración política del siglo XIX (1813-1820)*, Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1993.

celui des membres du clergé favorables à Joseph¹² ainsi que de la véritable somme que représente le remarquable ouvrage intitulé *Los famosos traidores...*, publié en 2001 par Juan López Tabar, et qui n'a malheureusement pas trouvé la place qu'il mérite dans l'Université espagnole¹³.

Notre propos aujourd'hui n'est ni d'ajouter à la liste des biographies intellectuelles d'*afrancesados* en exil (bien que certains personnages de premier plan, comme les ministres Urquijo, O'Farril et Azanza, ou l'évêque auxiliaire de Saragosse Miguel de Santander, n'aient pas fait l'objet des études qu'ils méritent), ni de reprendre l'analyse des prises de position des partisans de Joseph pendant leur séjour en France. Ce que nous souhaitons ici, conformément à l'objet de ce colloque, c'est examiner comment la qualité d'exilés, et plus précisément de bannis, a forgé une pensée qui, sans être monolithique, est bien celle d'un groupe qui se reconnaît et agit en tant que tel.

Des « Espagnols qui ont suivi S. M. C. en France » aux « réfugiés espagnols »

Pour l'administration impériale, les *Espagnols qui ont suivi S. M. C. en France à la retraite de Valladolid* (comme elle les désigne tout d'abord¹⁴) devinrent des réfugiés du moment, et il s'agit d'en dresser des états afin de leur attribuer quelques subsides. Ils constituent une masse plus qu'un groupe. Du désespoir avec lequel un Meléndez Valdés franchit la frontière¹⁵, au « grand plaisir » avec lequel un Llorente visite le midi de la France¹⁶, tous les sentiments animent ces exilés. Leur seul point commun, c'est la préoccupation de se procurer de quoi vivre, pour les uns le moins mal, pour d'autres, le mieux possible. On pense à faire face au quotidien et on rêve au retour. Les obscurs, les sans grade s'en remettent à la grâce de Dieu ou du roi. Les plus huppés tentent d'utiliser leurs relations pour obtenir un lieu de résidence plus agréable que celui qui leur avait été initialement fixé. Mais aussi pour présenter leurs respects et leurs offres de service à Ferdinand VII. La conduite de Llorente, en ce domaine, est paradigmatique. Elle n'a rien d'exceptionnel¹⁷.

Le décret du 30 mai 1813, par la déception et l'indignation qu'il provoque chez les anciens partisans de Joseph, transforme cette masse d'individus en un groupe

12. Gérard Dufour, José A. Ferrer Benimeli et Leandro Higuera, *El clero afrancesado*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1986.

13. Juan López Tabar, *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2001.

14. Archives du ministère des Affaires étrangères, *Mémoires et documents* [M. D.], *Espagne*, vol. 379, « réfugiés 1813 », fol. 7.

15. Georges Demerson, *Don Juan Meléndez Valdés...*, op. cit., p. 379-380.

16. Juan Antonio Llorente, *Noticia biográfica (Autobiografía)*, Con una « Nota crítica » de Antonio Márquez y un « Ensayo bibliográfico » por Emil Van Der Vekené, Madrid, Taurus, 1982, p. 153 (Édition originale : *Noticia biográfica de D. Juan Llorente o Memorias para la historia de su vida escritas por él mismo*, Paris, Bobée, 1818).

17. Cf. Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, op. cit., p. 37 sq.

qui, jusqu'à la publication du décret d'amnistie de 1820, veillera aux intérêts moraux et financiers de ceux qui le composent. Certes, les relations ne furent pas toujours idylliques entre réfugiés : l'amitié d'Amorós et de Badía ne résista pas aux assiduités du premier auprès de la fille du second, la belle Asunción, alors qu'elle venait d'épouser le poète et membre de l'Institut Delisle de Sales¹⁸. Le même Amorós n'appréciait guère Aguado¹⁹. Il y eut quelques polémiques entre Llorente et Sixto García, d'une part²⁰, et Sempere y Guarinos, d'autre part²¹. Mais rien ne vint briser l'unité d'un groupe qui, de ses réactions face au décret du 30 mai 1813 jusqu'à la publication par Andrés Muriel, en 1820, d'une brochure intitulée *Los afrancesados o una cuestión política*²², ne cessa de tenter de justifier sa conduite passée.

La première manifestation des Espagnols réfugiés en France en tant qu'entité fut le fait de neuf individus (dont Amorós fut le chef de file) qui s'adressèrent à Louis XVIII pour le supplier de « daigner leur accorder la même hospitalité qu'ils ont trouvée jusque-là en France et la continuation des secours que le gouvernement leur avait accordés ». Tout en affirmant qu'ils ne perdaient « pas encore l'espoir de voir la justice de leur Roi bien-aimé se déclarer en leur faveur », ils protestaient de « la noblesse de leurs sentiments et la loyauté de leur conduite » et déploraient à mots couverts que Ferdinand VII n'eût pas la même générosité et la même ampleur de vue que le monarque français²³.

Parallèlement à cette supplique, dans laquelle les réfugiés espagnols avaient su garder la réserve qu'imposait leur démarche, circula dans Paris un pamphlet anonyme intitulé *Réflexions sur le décret du 30 mai 1814, donné par S. M. C. Ferdinand VII, le jour de sa fête en commémoration de son avènement au trône et publié dans la Gazette de Madrid du 4 juin*²⁴. L'auteur (que l'ambassadeur d'Espagne, Gómez Labrador, identifia comme étant Amorós) ne mâchait pas ses mots et s'en prenait directement à Ferdinand VII en ces termes : « vous, roi, vous n'avez pu résister à la force et vous voulez exiger d'un simple vassal qu'il soit constant dans son opinion »²⁵.

18. Rafael Fernández Sirvent, *Francisco Amorós...*, *op. cit.*, p. 320.

19. Philippe Luis, *L'ivresse de la fortune...*, *op. cit.*, p. 320.

20. *Respuesta de don Cayetano Sixto García a las calumniosas expresiones contra su persona, insertas en el Art. V del tomo 1º de las 'Memorias para la historia de la Revolución de España' publicadas en París en español y en francés por d. Juan Antonio Llorente, bajo el anagrama de Nellerto, precedida de varias reflexiones políticas en que se vindica el honor de la Nación española. Con un apéndice de erratas gramaticales*, Paris, Rougeron, 1816 et *Paralelo entre el heroísmo político y el heroísmo literario con un comentario sobre las expresiones contenidas en el prólogo del tercer tomo de las Memorias de Nellerto contra don Cayetano Sixto García*, Paris, Rougeron, 1817.

21. *Lettres à MM. F. G. et Jean Nellerto sur l'Histoire des Cortes d'Espagne et sur les réfugiés espagnols par M. Sempere*, Bordeaux, chez Beaume, 1817.

22. *Los Afrancesados o una cuestión de política por D. A. M.*, Paris, Rougeron, 1820, in 8°, 79 p.

23. Archives du ministère des Affaires étrangères, *M. D. Espagne, Réfugiés (1814)*, vol. 381, fol. 77-78. Cité par Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, *op. cit.*, p. 54-55. Les Espagnols signataires de l'adresse à Louis XVIII furent : Francisco Amorós, Domingo Badía y Leblich, Eduardo Conmendo, Antonio Fernández de Ruidiaz, Juan Antonio Llorente, Lorentino Salas, le marquis de Uluapa et Francisco Antonio Zea.

24. Paris, Michaud, 1814, 8 p.

25. *Ibid.*, p. 6.

Amorós (s'il est bien l'auteur de ce pamphlet) récidivera en publiant, en version bilingue, une représentation à Ferdinand VII tout aussi virulente à l'égard de ce souverain²⁶. En raison de la violence des propos, ces textes ne sont sans doute pas entièrement significatifs de la pensée de l'ensemble des réfugiés espagnols, qui montreront en général beaucoup plus d'égards, voire d'obséquiosité à l'égard de leur souverain. Mais Amorós (dont l'ouvrage avait fait l'objet d'un tirage déclaré pour 1 000 exemplaires²⁷) avait tracé la voie de ce qui allait être la ligne de défense des *afrancesados* : s'ils avaient servi Joseph I^{er}, c'est parce que Ferdinand VII avait été le premier à le faire. Évidemment, cet argument était davantage de nature à irriter le souverain qu'à le convaincre. Mais cherchaient-ils vraiment à le faire ? Le plus surprenant, dans les deux publications d'Amorós, est moins la violence des termes que le fait qu'il ait pris la peine de faire traduire ses textes. Il s'adresse, certes, à ses compatriotes et notamment aux autres réfugiés pour lesquels ce type d'écrits constituait un exutoire salutaire. Mais il s'adressait aussi (surtout ?) à l'opinion publique française, qu'il entendait convaincre du bon droit des réfugiés.

La plupart de ceux qui prendront la plume après lui pour plaider la cause des *afrancesados*, en feront tout autant. Certains de ces écrits connurent même des tirages extrêmement importants, comme les mémoires d'Azanza et O'Farril, publiés simultanément en français et en espagnol et dont la traduction par M. Alexandre Foudra fut déclarée pour un tirage de 2 000 exemplaires²⁸. Le *Manifiesto de la conducta política del marqués de Arneva durante la revolución de España*, ne fut d'abord publié qu'en espagnol. Un an plus tard, en 1816, cet opuscule fut réédité. Mais pour être véritablement utile, il manquait une traduction qui vit le jour en 1817²⁹. Les réfugiés qui, pendant la guerre, n'avaient pas su convaincre leurs compatriotes de la justesse de leur cause, se lançaient maintenant à la conquête de l'opinion publique française. L'avenir ne tarda pas à leur montrer à quel point ils avaient eu raison. Et aussi, qu'il fallait composer.

La difficulté de vivre de sa plume

Certains de ces exilés comptèrent sur leur plume pour se procurer quelques ressources qui viendraient compléter les subsides que leur accordait le gouvernement

26. *Représentation du Conseiller d'État espagnol don Francisco Amorós à S. M. Ferdinand VII, portant plainte de la persécution que sa femme Dona Maria de Tberan souffre de la part du Capitaine général de Castille la Neuve Don Valentin Belbis, comte de Villariezo, Marquis de Villa Nueva de Duero ; et exposition de la conduite de M. Amorós dans les convulsions politiques de sa patrie, suivies de pièces justificatives. / Representación del Consejero de Estado don Francisco Amorós...*, Paris, Rougeron, 1814, 149 p.

27. Registres du *Dépôt légal*, Archives Nationales de France, F18* II, 18 octobre 1814, n° 1933.

28. *Mémoires de D. Miguel Joseph de Azanza et D. Gonzalo O'Farril et exposé des faits qui justifient leur conduite politique depuis mars 1808 jusqu'en, avril 1814. Traduit de l'espagnol par M. Alexandre Foudras*, Paris, impr. De P. N. Rougeron, 1815, IV-325 p.

29. *Manifiesto de la conducta política del marqués de Arneva durante la revolución de España*, s. l. n. d. [Paris, 1815], Plassan, in-8°, 32 p. ; seconde édition : Paris, Rougeron, 1816, in-8°, 41 p. et *Exposé de la conduite politique du marquis d'Arneva pendant la révolution d'Espagne*, Paris, Rougeron, 1817, in-8°, 41 p.

français. Juan Antonio Llorente, sous l'anagramme de Juan Nellerto, n'eut aucune peine à griller la politesse à l'aumônier de Mars, de Pradt, et à devenir le premier historien de la guerre d'Espagne en publiant, et en espagnol, et en français, ses *Mémoires pour servir à l'histoire de la Révolution d'Espagne*, un ouvrage dans lequel il produisait force « monuments historiques » (comme on disait alors) pour justifier la conduite des anciens *afrancesados*. Mais le public français se lassa plus vite que les lecteurs espagnols de cet ouvrage dont le troisième tome ne parut que dans la version en castillan. Núñez de Taboada pour sa part préféra faire connaître l'œuvre des Cortès de Cadix et publia en 1814 la traduction du *Manifeste des Cortès de la nation espagnole sur le traité proposé par Buonaparte dans le mois de décembre 1813 et sur les motifs de la conduite de la nation dans ce mémorable événement*³⁰, de la *Constitution politique de la Monarchie espagnole précédée du rapport de la Commission des Cortès chargée de présenter le projet de Constitution*³¹ et le *Dernier soupir de l'Inquisition en Espagne, ou Conduite sage et mesurée de la Régence du Royaume d'Espagne envers le dernier défenseur de l'Inquisition*³². Núñez de Taboada ne faisait pas partie des réfugiés espagnols puisqu'il avait vécu la guerre d'Espagne à Paris. Mais s'il n'avait pas droit aux subsides qui leur étaient réservés, son sort était lié à celui des autres *afrancesados* puisqu'il avait servi l'Empereur, d'abord, comme rédacteur de *La Abeja española* puis, quand ce périodique cessa de paraître après que Joseph eut évacué Madrid en août 1808, comme traducteur de la correspondance des prisonniers de guerre espagnols que Napoléon faisait surveiller par la police³³. Núñez de Taboada avait été le premier à comprendre que l'opinion publique française était partagée et que, de la Révolution d'Espagne, ce serait l'œuvre libérale des Cortès de Cadix qui serait le plus susceptible d'intéresser les partisans de la Charte octroyée.

Juan Antonio Llorente, qui était lui aussi bien décidé à tirer de substantielles ressources de sa plume, mit plus de temps pour comprendre cette évidence. Ancien secrétaire du tribunal du Saint-Office de Madrid, auteur sur ordre de l'Inquisiteur Général Abad y La Sierra d'un ouvrage sur la procédure inquisitoriale, il avait profité de ses fonctions de directeur des Biens Nationaux pour consulter les archives du Conseil Suprême de l'Inquisition et publier deux ouvrages qui démontraient le bien-fondé de l'abolition du Saint-Office par Napoléon à Chamartín : la *Memoria histórica sobre cuál ha sido la opinión nacional de España acerca de la Inquisición*³⁴, lue à l'Académie de l'Histoire de Madrid et publiée en 1812, ainsi que les deux premiers tomes des *Anales de la Inquisición*, parus en 1812-1813³⁵. À Saragosse, qu'il avait gagnée après avoir suivi le roi Joseph dans sa retraite

30. Paris, Firmin Didot, 1814, in-8°.

31. S. l. [Paris], 1814.

32. Paris, Firmin Didot, 1814.

33. Juan López Tabar, *Los famosos traidores...*, op. cit., p. 166.

34. *Memoria histórica sobre cuál ha sido la opinión nacional de España acerca del tribunal de la Inquisición. Leída en la Real Academia de la Historia por el Excelentísimo Señor don Juan Antonio Llorente, Consejero de Estado, Dignidad de maestrescuelas y canónigo de Toledo, caballero comendador de la Orden Real de España, Comisario general apostólico de Cruzada*, Madrid, imprenta de Sancha, 1812, in-8°, 324 p.

35. *Anales de la Inquisición de España. Su autor D. Juan Antonio Llorente, Consejero de Estado, Comi-*

sur Valence, il s'était fait remettre les documents les plus intéressants des archives du Saint-Office de la ville, notamment ceux relatifs au procès du secrétaire de Philippe II, Antonio Pérez. Lorsqu'il dut quitter la capitale de l'Aragon dans les fourgons de l'armée impériale pour se réfugier en France, il ne se fit aucun scrupule d'emporter ces documents qui constituaient pour lui une sorte de prise de guerre et à partir desquels il comptait poursuivre ses *Anales de la Inquisición* dont il était persuadé de tirer une somme conséquente de quelque libraire-imprimeur. Dès son arrivée en France, il fit part de son projet à son ami Amorós dans l'espoir que celui-ci lui obtiendrait des autorités impériales l'autorisation de se rendre à Paris pour le mener à bien³⁶. À la restauration des Bourbons, Llorente rendit public son projet dans une lettre datée du 1^{er} septembre 1814, qui fut publiée dans *Magazin Encyclopédique*³⁷. Il revint à la charge en décembre 1814 en donnant, dans le même périodique, la liste des manuscrits inédits qui lui avaient servi à composer son œuvre dont il donnait également le plan³⁸. Mais rien n'y fit. Pour parvenir à ses fins et publier la monumentale *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne* qui lui valut de passer à la postérité, il fallut rien moins qu'un scandale et un net changement de problématique de sa part.

L'affaire Clausel de Coussergues

Le scandale surgit le 28 février 1817, lors de la discussion précédant le vote du budget par les députés³⁹. L'ultraroyaliste représentant de l'Aveyron, Clausel de Coussergues (qui réclamera en 1820 la mise en accusation de Decazes comme responsable de l'assassinat du duc de Berry par Louvel) demanda en effet la suppression pure et simple des subsides accordés aux réfugiés espagnols, portugais et égyptiens en précisant que « ces Espagnols sont en France parce qu'ils ont fait la guerre à la maison de Bourbon et n'ont d'espoir de retourner dans leur patrie qu'autant que les malheurs qui ont frappé cette maison auguste se renouvelleraient encore » et que l'on économiserait ainsi une somme d'un million deux cents mille francs et on ne laisserait plus « en France une garnison de 4 500 hommes entretenue à nos dépends qui pourraient offrir des dangers ». Le ministre de l'Intérieur, Lainé (qui, selon un mot rapporté par Villèle, était « bourbonnien par cœur », mais « républicain par instinct et caractère *Cent Jours* » n'eut aucune peine à réfuter l'accusation portée contre les réfugiés d'être des ennemis du roi et à faire repousser l'amendement de Clausel de Coussergues qui fut rejeté à l'unanimité des votants... moins une voix. Le travail des réfugiés sur l'opinion publique française avait porté ses fruits.

L'affaire n'en resta pas là. Malgré le désaveu cinglant qu'il avait reçu, Clausel de Coussergues tint à assurer à son intervention la plus large diffusion possible.

sario general de Cruzada, *Comendador de la Orden Real de España*, Madrid, Imprenta de Ibarra, 1812-1813, 2 vol., in-16, XXX-488 p. - pl et 476 p. - 2 f. n. n.

36. Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, *op. cit.*, p. 44.

37. *Ibid.*, p. 47.

38. *Ibid.*, p. 57.

39. Sur cette affaire, *ibid.*, p. 119-123.

Aussi en fit-il imprimer le texte qui connut trois tirages successifs, déclarés pour un total de 1800 exemplaires. Face à cette agression, les réfugiés espagnols répliquèrent immédiatement par la publication des *Réflexions sur le discours prononcé par M. Clausel de Coussergues*, publiées en français et en espagnol, et dont le *Mercure de France*, sous la plume de Jean-Baptiste Esménard, l'hispaniste de la revue, donna un compte rendu des plus élogieux à l'égard des réfugiés et des plus critiques à l'encontre des écrivains qui voulaient « convertir les extraits de naissance en certificats de civisme et [...] diviser la France entre vieille et nouvelle »⁴⁰.

Les réfugiés espagnols résidant dans le midi de la France répliquèrent eux aussi au député de l'Aveyron en faisant paraître, toujours en français et en espagnol, un petit ouvrage intitulé *La Conduite des réfugiés espagnols dans les départements du midi pendant les Cent-Jours*⁴¹ dans lequel ils s'attachaient à démontrer que les anciens *afrancesados* étaient restés fidèles à Louis XVIII durant « l'inter règne ». C'était peut-être vrai en ce qui les concernait. Mais tous ceux qui se trouvaient à Paris en mars 1815 s'étaient mis avec enthousiasme au service de l'Empereur, à l'instar d'Amorós qui déclara dans *Le Nain Jaune* préférer être citoyen et simple grenadier dans un pays dirigé par Napoléon que colonel et Conseiller d'État dans un pays de moines et d'inquisiteurs⁴². La différence entre les réfugiés du midi qui se réclamaient de la fidélité aux Bourbons et ceux qui étaient établis à Paris, et se présentaient en victimes de Ferdinand VII (se rapprochant donc des libéraux) est patente et ne peut s'expliquer que par le poids des opinions publiques françaises, le sud ayant été notoirement plus royaliste que la capitale.

Llorente, pour sa part, intervint également dans le débat en publiant (en français seulement) une *Lettre à M. Clausel de Coussergues sur l'Inquisition*⁴³. L'auteur y dressait son propre panégyrique depuis le temps où il avait œuvré en Espagne pour accueillir les prêtres français qui y avaient fui la Révolution, renvoyant, pour ce qui concernait l'ensemble des réfugiés espagnols aux *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution d'Espagne* de M. Nellerto (c'est-à-dire, à son propre ouvrage). Mais surtout, prenant prétexte de l'affirmation du député de l'Aveyron qui avait déclaré que « l'on a dit que des réfugiés [...] craignaient de rentrer en Espagne de peur de l'Inquisition, mais tous ceux qui ont voyagé en Espagne savent que l'Inquisition n'est plus qu'un tribunal de *censure* et que c'est le plus modéré des tribunaux », il en profitait pour donner quelques bonnes pages de l'histoire du Saint-Office qui prouveraient le caractère inhumain d'une institution qui était toujours à craindre tant qu'elle existerait.

Pour la troisième fois, Llorente tentait de séduire quelque imprimeur-libraire susceptible d'éditer un ouvrage qu'il n'avait toujours pas rédigé (contrairement à ce qu'il prétendait). Mais cette fois, il avait compris comment séduire le public français et il donnait en guise d'échantillon de ce que l'on pourrait trouver dans

40. *Mercure de France* du 5 avril 1817, p. 12.

41. Paris, imprimerie de P. N. Rougeron, 1817 ; la version en espagnol fut publiée sans indication d'imprimeur, sous le titre *Sobre la conducta de los españoles refugiados en los departamentos del mediodía de Francia*...

42. *Le Nain jaune*, n° 371, 5 juin 1815, p. 284.

43. *Lettre à M. Clausel de Coussergues sur l'Inquisition espagnole*, Paris, chez Delaunay, in-8°, 1817, 42 p.

son livre un « Dénombrement des victimes du Saint-Office » qu'il n'avait jusque là jamais songé à établir. En fait, il offrait aux Français leur propre vision de l'Inquisition, celle qu'ils tenaient des philosophes et de la propagande impériale. Llorente allait même jusqu'à reprendre le *topos* sur l'insalubrité des geôles inquisitoriales qu'il ne manquera pas de dénoncer dans l'*Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne* que publièrent peu de temps après les prestigieux imprimeurs-libraires Treuttel et Würtz. La pensée de Llorente s'était faite française. Le succès était assuré et fut au rendez-vous puisque son ouvrage, avec deux éditions successives déclarés chacune à 2 000 exemplaires fut l'un des *best sellers* de l'époque.

Une liberté de penser sous condition

Le scandale que provoqua parmi les ultraroyalistes et ultramontains la publication de l'*Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne* classa définitivement Llorente parmi ce que l'on appellerait aujourd'hui les « intellectuels de gauche ». Il fut au nombre des rédacteurs de la *Revue Encyclopédique* créée en 1819 par Jullien, puis, en 1820, du *Journal de jurisprudence* qui, selon Rémusat, servait de couverture à un réseau de *carbonari*⁴⁴. Pendant ce temps, son ami Amorós, le même qui avait déclaré préférer être simple grenadier sous les ordres de Napoléon que colonel et Conseiller d'État dans un royaume de moines et d'inquisiteurs, publiait les hymnes religieux qu'il faisait chanter à ses élèves lors des cours d'éducation physique qu'il donnait au gymnase⁴⁵. C'était le prix à payer pour avoir obtenu la nationalité française et conserver une clientèle huppée parmi laquelle figurera plus tard, par exemple, le prince de Joinville⁴⁶.

Cette obligation de répondre aux attentes de l'opinion publique ou plutôt, d'une certaine partie de l'opinion publique, pesa lourdement sur la pensée des exilés espagnols qui, en maintes circonstances, en furent réduits à se livrer à de grands écarts intellectuels quand ils ne préférèrent pas (comme l'ancien grand aumônier de Joseph, Ramón de Arce) observer un silence absolu sur tout se qu'ils pouvaient voir. Ainsi, dans le même temps, Llorente put se poser en libéral convaincu auprès du public français en vantant l'excellence des constitutions anciennes d'Aragon et de Léon, et prêcher à ses compatriotes la plus grande modération face à la nouvelle révolution d'Espagne qui venait de rétablir la Constitution de Cadix dans une feuille périodique significativement intitulée *Conversaciones entre Cándido y Prudencio sobre el estado actual de España*⁴⁷. Tout en publiant,

44. Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, op. cit., p. 220.

45. *Cantiques religieux et moraux, ou la morale en chansons, à l'usage des enfants des deux sexes. Ouvrage spécialement destiné aux Élèves qui suivent les exercices du cours d'éducation physique et gymnastique dirigé par M. Amorós*, Paris, P. N. Rougeron, 1818. p. in-18°, 257 p.

46. Joinville (Prince de), *Vieux souvenirs (1818-1848)*, Paris, Calman-Lévy, 1894, p. 12 où l'on trouve ce trait, significatif de la politique commerciale d'Amorós : « ce brave colonel, pour populariser son cours, donnait des prix à tout le monde. Ces prix, en forme de hausse-cols, portaient peints en grosses lettres, les mérites particuliers de l'élève récompensé : agilité, courage, vigueur, etc. Un de mes camarades reçut le prix de *vertu cachée* ? ».

47. Voir Gérard Dufour, « Juan Antonio Llorente collaborateur de périodiques français et espagnols,

comme nous venons de le voir, des cantiques dont Mgr Fraissinous aurait pu autoriser l'usage par les enfants du catéchisme, Amorós, en compagnie de Llorente, fut au nombre des fondateurs, en 1821, de la *Société des méthodes d'enseignement*, qui provenait de l'érection en association indépendante de l'une des commissions de la *Société pour l'amélioration de l'enseignement élémentaire* dont le but explicite était de développer l'enseignement mutuel au détriment de celui dispensé par les congrégations religieuses⁴⁸.

Une enquête sur la présence d'exilés espagnols dans les associations françaises entre 1814 et 1820 pourrait nous réserver quelques surprises. Llorente, pour sa part, milita également dans la *Société de la Morale chrétienne ayant pour objet l'application des préceptes du christianisme aux relations sociales* fondée en décembre 1821 par le duc de La Rochefoucault-Liancourt, le duc de La Vauguyon, le comte de Lasteyrie, le baron de Turckheim et le comte de Laborde⁴⁹. L'attitude de Llorente au sein de ces deux associations tout comme celle d'Amorós à la *Société des Méthodes d'enseignement* consista à présenter une défense et illustration de l'Espagne et de la donner en exemple pour un certain nombre de réalisations : la création d'une école appliquant la méthode de Pestalozzi, pour Amorós, l'enseignement du latin plus rapide qu'en France ou la création de sociétés des prisons, pour Llorente. Amorós avait beau avoir adopté la nationalité française et Llorente avoir préféré rester en France que de profiter de l'amnistie qui lui permettait de rentrer dans son pays, ils n'en restaient pas moins des champions de leur pays, désireux de montrer à ces Français vains et présomptueux (comme l'écrivait Llorente à Clémencin dans une lettre datée du 7 mars 1819⁵⁰) que, sur bien des points, l'Espagne était digne d'être imitée. Leur installation en France les avait amenés à trouver les limites de leur *afrancesamiento*.

rédacteur des *Conversaciones de Cándido y Prudencio sobre el estado actual de España* (1820) », *El Argonauta español*, n° 5, 2009 (livraison de janvier), <http://argonauta.imageson.org/document117.html>.

48. Voir R. Tronchot, *L'Enseignement mutuel en France de 1815 à 1833. Les luttes politiques et religieuses autour de la question scolaire*, Lille, Service de reproduction des thèses, 1973.

49. Voir Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France...*, *op. cit.*, p. 296 sq.

50. Real Academia de la Historia (Madrid), *Ingresos* : « Llorente ».